



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/RES/51/239
16 juillet 1997

Cinquante et unième session
Point 140, a, de l'ordre du jour

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

[sur le rapport de la Cinquième Commission (A/51/753/Add.2)]

51/239. Compte d'appui aux opérations de maintien
de la paix

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 45/258 du 3 mai 1991, 47/218 A du 23 décembre 1992, 48/226 A du 23 décembre 1993, 48/226 B du 5 avril 1994, 48/226 C du 29 juillet 1994, 49/250 du 20 juillet 1995, 50/221 A du 11 avril 1996, 50/221 B du 7 juin 1996 et 51/226 du 3 avril 1997, ainsi que ses décisions 48/489 du 8 juillet 1994, 49/469 du 23 décembre 1994 et 50/473 du 23 décembre 1995,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix¹ et le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires² ainsi que les vues exprimées par les États Membres à la Cinquième Commission³,

Réaffirmant qu'il faut continuer d'améliorer la gestion administrative et financière des opérations de maintien de la paix,

Notant que les dépenses de maintien de la paix ont sensiblement diminué récemment, et considérant qu'il devrait s'ensuivre une diminution proportionnelle des services d'appui nécessaires dont le coût est imputé au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix,

¹ A/51/890.

² A/51/906 et Corr.1.

³ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Cinquième Commission, 65^e, 67^e et 70^e séances (A/C.5/51/SR.65, 67 et 70), et rectificatif.

Consciente qu'il importe d'assurer des services d'appui adéquats pendant toutes les phases des opérations de maintien de la paix, y compris celles de leur liquidation et de leur achèvement,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix¹;

2. Prend note des observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport²;

3. Juge regrettable que le Secrétaire général ait tardé à présenter son rapport sur le compte d'appui, et décide que le prochain rapport qu'il doit présenter à ce sujet, portant sur la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999, devrait être présenté le 31 mars 1998 au plus tard;

4. Juge regrettable également que le Secrétaire général ne lui ait pas présenté un état détaillé de toutes les ressources humaines nécessaires pour appuyer les opérations de maintien de la paix, quelles qu'en soient les sources de financement, ainsi qu'elle l'en avait prié au paragraphe 8 de sa résolution 50/221 B;

5. Souligne qu'il lui est nécessaire de disposer d'un état détaillé et pleinement étayé de toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires pour appuyer les opérations de maintien de la paix, quelles qu'en soient les sources de financement – budget ordinaire, fonds d'affectation spéciale et contributions volontaires apportées en espèces et en nature – pendant la période couverte par la proposition relative au compte d'appui;

6. Réitère les demandes qu'elle avait formulées aux paragraphes 7, 8 et 9 de sa résolution 50/221 B, priant le Secrétaire général, lorsqu'il établirait chaque année ses propositions concernant le compte d'appui, et eu égard à la nature temporaire du niveau actuel des ressources, d'évaluer et de justifier dans le détail l'ensemble des ressources humaines et matérielles à financer par imputation à ce compte; lorsqu'il préparerait son rapport sur le compte d'appui pour la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999, de présenter un état détaillé de toutes les ressources humaines nécessaires pour appuyer les opérations de maintien de la paix, quelles qu'en soient les sources de financement, indiquant les postes financés par le budget ordinaire et des fonds d'affectation spéciale, les effectifs militaires détachés à titre gracieux par des États Membres et les autres contributions volontaires apportées pendant la période en question, afin qu'elle puisse se prononcer sur le niveau des ressources humaines nécessaires; et de soumettre des propositions qui reflètent aussi fidèlement que possible l'évolution générale des budgets des opérations de maintien de la paix, assorties de toutes observations et recommandations qu'il jugerait utile de formuler compte tenu des enseignements tirés de l'expérience du fonctionnement du compte d'appui au cours de l'année précédente;

7. Prie le Secrétaire général de lui présenter un rapport contenant une évaluation approfondie et des propositions budgétaires qui reflètent aussi fidèlement que possible l'évolution globale des tendances dans le domaine du maintien de la paix, indiquant les éventuelles restructurations opérées dans les diverses divisions et unités administratives qui participent aux activités d'appui, en tenant compte des enseignements tirés de l'expérience du fonctionnement du compte d'appui au cours des années antérieures et de la charge de travail occasionnée par les missions menées à terme auxquelles il a été mis fin;

8. Prie également le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-deuxième session la partie évaluation du rapport susmentionné;

9. Juge regrettable qu'il ne lui ait pas été rendu compte du fonctionnement du compte d'appui dans le contexte de son examen annuel des propositions du Secrétaire général relatives à ce compte, comme elle l'avait demandé au paragraphe 6 de sa résolution 50/221 B;

10. Prie le Secrétaire général, lorsqu'il établira son rapport sur le compte d'appui pour la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999, de lui rendre compte du fonctionnement de ce compte, notamment de l'informer des éventuels redéploiements entre services effectués pendant la période du 1er juillet 1996 au 30 juin 1997 et la période du 1er juillet au 31 décembre 1997;

11. Affirme qu'il faut que les services d'appui aux opérations de maintien de la paix soient assurés d'un financement adéquat;

12. Décide de maintenir pour la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998 la méthode de financement du compte d'appui approuvée à titre provisoire au paragraphe 3 de sa résolution 50/221 B;

13. Approuve, pour la période du 1er juillet 1997 au 30 juin 1998, les propositions du Secrétaire général concernant les ressources humaines et matérielles nécessaires qui sont exposées dans son rapport¹, telles qu'elles ont été modifiées par le Comité consultatif aux paragraphes 19, 21, 22, 24, 26, 28, 29, 31, 33 et 37 de son rapport², sous réserve des dispositions de la présente résolution;

14. Approuve également l'ouverture d'un crédit de 158 500 dollars des États-Unis au titre du personnel temporaire (autre que celui affecté aux réunions), aux seules fins du traitement des demandes d'indemnisation en souffrance visées au paragraphe 16 ci-après;

15. Fait sienne la recommandation du Comité consultatif tendant à ce que soient créés un poste P-4 et un poste d'agent des services généraux à la Section des demandes de remboursement et de la gestion de l'information du Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat⁴ et prie le Secrétaire général d'utiliser, pour le traitement des demandes d'indemnisation par cette dernière, le poste P-2 qu'il proposait de transférer au Service de la gestion du personnel⁵;

16. Note que, d'après les renseignements fournis par le Secrétariat, cinq cent soixante-quatre demandes d'indemnisation (décès ou invalidité) sont actuellement en souffrance;

17. Prie le Secrétaire général de lui présenter par écrit des rapports trimestriels sur les progrès accomplis quant à la réduction du nombre des demandes en souffrance;

18. Note l'utilité des fonctions relatives aux enseignements tirés des missions, et prie le Secrétaire général de lui présenter, au plus tard le 31 août 1997, pour qu'elle les examine au cours de la troisième partie de la reprise de sa cinquante et unième session, des propositions sur les ressources et les structures qui permettraient de renforcer ces fonctions et de veiller à ce que les enseignements tirés de l'expérience acquise dans les opérations de maintien de la paix soient partagés et mis à profit;

⁴ Voir A/51/906 et Corr.1, par. 22.

⁵ Voir A/51/890, annexe I.A, par. 35.

19. Approuve l'ouverture d'un crédit de 1 million de dollars au titre de la location de locaux;

20. Autorise le Secrétaire général à contracter des engagements supplémentaires à concurrence de 808 500 dollars au titre de la location de locaux;

21. Prie le Secrétaire général de faire figurer dans le rapport sur le fonctionnement du compte d'appui des renseignements concernant l'utilisation des crédits ouverts au titre de la location de locaux depuis 1992;

22. Décide que des fonctionnaires du Bureau des opérations du Département des opérations de maintien de la paix dont la charge de travail se trouve allégée du fait que certaines opérations de maintien de la paix ont pris fin devraient être réaffectés pour aider à éliminer l'arriéré des demandes d'indemnisation;

23. Réaffirme ses résolutions dans lesquelles elle a demandé au Secrétaire général de pourvoir dès que possible les postes vacants financés à l'aide du compte d'appui, en se conformant auxdites résolutions ainsi qu'au Statut et au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies;

24. Décide que les postes financés à l'aide du compte d'appui seront pourvus et administrés en se conformant à la Charte des Nations Unies, au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, au Statut et au Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

25. Exhorte le Secrétaire général à mettre fin immédiatement à la pratique consistant à offrir des contrats de consultant de courte durée au personnel recruté pour des périodes de courte durée, pour ensuite le recruter pour de nouvelles périodes de courte durée, ce qui contrevient au principe de la transparence des opérations de recrutement;

26. Prie le Secrétaire général de confier les fonctions visées aux paragraphes 16, 17 et 22 du rapport du Comité consultatif² à des fonctionnaires titulaires de postes approuvés et de lui présenter un rapport à ce sujet à sa cinquante-deuxième session, le 31 mars 1998 au plus tard.

102^e séance plénière
17 juin 1997